

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère

 Groupement Prévention et Evaluation des Risques	Service Prévention Nord (Brest-Morlaix) Tel : 02 79 18 14 40 ou 02 79 18 14 41	Service Prévention Sud (Quimper-Chateaulin) Tel : 02 79 18 12 63 ou 02 79 18 12 64
	✉ : grpt.prevention-evaluationdesrisques@sdis29.fr	

Dossier suivi par le Commandant Didier LUX

Procès-verbal de visite Périodique et réception de travaux Etablissement recevant du public de 2^e catégorie

Avis de la commission de sécurité de l'arrondissement de Quimper

Le groupe de visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de Quimper a visité l'établissement
le 18 juin 2024

Dénomination	IUT - A et D (Administration - enseignement)	
Adresse	Rue de l'Université - 29000 Quimper	
Adresse électronique	directeur.iutquimper@univ-brest.fr	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	42065.A	
Classement	Type : R	Catégorie : 2 ^e

Téléphone	02 98 90 02 27
Propriétaire	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
Exploitant	Mr Pascal OLIVARD
Chargé de sécurité	Mr Christian VANONI – Madame BOUCHER

En application des articles R 143.42 du Code de la Construction et de l'Habitation et 42 du décret du 8 mars 1995 modifié relatif à la C.C.D.S.A, le maire doit notifier le résultat de sa visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

I. Textes Réglementaires

- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) ;
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A) ;
- Arrêté n°2019101-0001 du 11 avril 2019 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Arrêté Préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 portant approbation du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R.

II. Historique – Dérogations

Dates	Événements
1996-1999	Visite périodique
05/1999	Dossier de mise en sécurité globale de l'établissement
10/2002	Visite périodique et réception des travaux du bâtiment G
11/10/2005	Visite périodique
27/07/2006	PC 029 232 06S1244 (Construction d'un ascenseur)
31/08/2006	DT 029 232 0660400 (Mise en sécurité des bâtiments A et D)
25/11/2008	Visite périodique
01/06/2011	AI 029 232 1100040 (Réaménagement niveau 1 du bâtiment B)
16/06/2011	Visite périodique
26/06/2013	PC 029 232 13 00041 (Extension et création d'un lieu fédérateur)
28/06/2013	DP 029 232 13 00256 (Construction d'un local de stockage de bouteilles de gaz destinées aux laboratoires)
19/06/2014	Visite périodique
17/02/2015	Réception partielle des travaux liés au PC 029 232 13 00041 (amphithéâtre du bâtiment D et salles du bâtiment B)
13/10/2015	Visite de réception de l'extension mettant en communication les bâtiments A et D
15/01/2019	Visite Périodique – Avis favorable
09/11/2021	Visite Périodique – Avis favorable
29/04/2022	Travaux énergétique Bâtiment A – AT 029 232 22 00039 – Avis favorable
17/05/2024	Dispositions pour la prise en compte des personnes en situation de handicap (Article GN 8) – Avis favorable

III. Description sommaire

Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

En application de l'article MS 6 et du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) pris par arrêté préfectoral du 12 janvier 2021, l'établissement requiert les besoins suivants :

Surface développée retenue*	Besoin minimal en eau			Point d'Eau Incendie (PEI)	
	Débit horaire	Durée d'extinction	Quantité d'eau	Nombre autorisé	Distance**
250 m² < x < 500 m²	60 m³/h sur 2h soit 120 m³			1 ou 2 PEI	150 m

* Il s'agit de la plus grande surface non recoupée par des parois Coupe-Feu (CF) 1 heure au minimum.

** Distance maximale exigée réglementairement entre le 1^{er} PEI et l'entrée principale de l'établissement

Après consultation des données publiques **GéoBretagne**, les ressources actuelles sont :

Suffisantes

Descriptif

Il s'agit d'un groupement de 5 établissements isolés entre eux qui se définit de la façon suivante :

- Bâtiment A/D : liaisonné en R+3 (Administration, CDI, bureau, enseignement, amphithéâtres)
- Bâtiment B : R+2-1 (Biologie)
- Bâtiment C : R+4 (Bâtiment Tertiaire)
- Bâtiment E : Rez-de-chaussée (Hall de fabrication)
- Bâtiment F : Rez-de-chaussée (Animalerie) **Non ERP**
- Bâtiment G : R+1 (Recherche)

Ce procès-verbal ne concerne que les bâtiments A/D dont la distribution s'articule comme suit :

- Rez-de-chaussée bas correspondant au rez-de-chaussée haut du bâtiment A, comprenant l'espace de vie/hall, la cafétéria, l'administration, la vie étudiante et les sanitaires ;
- Rez-de-chaussée haut correspondant au rez-de-chaussée du bâtiment D comprenant 2 salles informatique et 2 amphithéâtres ;
- 1^{er} étage correspondant à celui du bâtiment D comprenant 6 salles de TD et des sanitaires.

Desserte	1 façade accessible par 1 voie « engin » et 1 voie « échelle »
Isolement tiers	Vis à vis : >4 m
Structures	BA pour extension – Ossature métallique pour la partie amphithéâtre – R 60 – Plancher BA REI 60
Toiture	Étanchéité auto protégée
Façades	Baies vitrées – façade rideau – C + D de 1,30 m
Distribution intérieure	Cloisonnement traditionnel : Non
Locaux à risques particuliers	Moyens : Reprographie au RDC
Dégagements	Voir tableau
Désenfumage des locaux	Espace vie du hall désenfumé par exutoires en partie haute Les entrées d'air se faisant par les portes des RDC bas et haut.
Désenfumage des circulations	Application de l'article R19
Désenfumage des escaliers	Naturel
Chauffage	Central à partir de la chaufferie du bâtiment B
Ventilation / Climatisation	CTA double flux avec récupération d'énergie par les locaux de l'extension VMC simple flux pour les sanitaires de l'extension
Électricité	TGBT
Éclairage de sécurité	Blocs autonomes d'éclairage d'évacuation et d'ambiance
Ascenseurs – Monte charges	1 ascenseur électrique
Moyens d'extinction internes	Extincteurs portatifs
Service de sécurité	Personnes désignées par l'exploitant
Détection incendie	Dans les circulations horizontales communes et les locaux à risques particuliers complétés de locaux spécifiques
S.S.I	Catégorie A
Alarme	Type 1 sans temporisation
Alerte	Téléphone urbain

IV. Calcul des effectifs – Classement – Dégagements

Effectifs

L'effectif du public a été calculé en prenant en application les articles GN 1 – GN 2 du règlement de sécurité et des dispositions particulières.

Niveau	Désignation du local	Article	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel	Effectif total
R+3 (A)	Niveau	R 2	Déclaratif	68	20	88
R+2(A)	Niveau + bibliothèque	R 2	Déclaratif	108	2	110
R+1 (A)	Niveau	R 2	Déclaratif	12	25	37
RDC (A)	Niveau	R 2	Déclaratif	0	12	12
R+1	Extension+1/2 amphi	R 2	Déclaratif	362	0	362
RDC haut	Extension+1/2 amphi	R 2	Déclaratif	233	0	233
RDC	Niveau	R 2	Déclaratif	62	12	74

L'effectif total du public accueilli est de 845 personnes.

L'effectif du personnel est de 71 personnes.

Le bâtiment peut accueillir 916 personnes.

Classement

Type : R	Catégorie : 2 ^e
----------	----------------------------

Dégagements

Niveau	Effectif	Nbre de sorties réglementaires	Nbre de sorties réelles	Largeur réglementaire	Largeur réelle
R+3(A)	88	2	2	2 UP	4 UP
R+2(A)	198	2	2	3 UP	4 UP
R+1(A)	235	2	2	4 UP	4 UP
RDC (A)	247	2	3	4 UP	10 UP
R+1 D+extension	362	2	3	5 UP	5 UP
Demi niveau RDC haut et bas	667	3	4	7 UP	11 UP

Observation concernant les dégagements :

Le rez-de-chaussée et rez-de-chaussée haut de l'extension sont considérés comme un seul niveau en terme de dégagement.

V. Vérifications techniques

Les renseignements ci-dessous proviennent de documents présentés par le chef d'établissement (registre de sécurité, rapport de vérifications...).

Désenfumage	Date	Contrôleur	Observation
Naturel DF 10 (annuelle par un TC)	03/02/2023	SERVICE TECHNIQUE IUT	RAS

Installations thermiques	Date	Contrôleur	Observation
Chaudières CH 58 (annuelle par un TC)	06/09/2023	IDEX	RAS
Évacuation des produits de combustion (ramonage) CH 57 (annuelle par un TC)			RAS
Clapets d'isolation (conduits aérauliques) CH 58 (annuelle par un TC)	02/10/2023	SERVICE TECHNIQUE IUT	RAS
Ventilation de confort (filtres, DAD) CH 58 (annuelle par un TC)	27/08/2023	IROISE VENTILATION	RAS
Ventilation mécanique contrôlée CH 58 (annuelle par un TC)		IROISE VENTILATION	RAS

Installations électriques	Date	Contrôleur	Observation
Sécurité du public EL 19 (annuelle par un TC)	21/08/2023	VERITAS	2 observations levées
Sécurité des travailleurs EL 4 (annuelle par un TC)		VERITAS	
Éclairage (normal, sécurité) EC 15 (annuelle par un TC)	21/08/2023 08/01/2024	VERITAS SERVICE TECHNIQUE IUT	

Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants	Date	Contrôleur	Observation
Ascenseurs AS 8 (contrat par un TC)	Passage toutes les 6 semaines	OTIS	Aucune
Ascenseurs AS 9 (quinquennale par un OA)	2019	SOCOTEC	Aucune

Moyens de secours contre l'incendie	Date	Contrôleur	Observation
Extincteurs MS 73 (annuelle par un TC)	23/08/2023	ASI	RAS
Alarme MS 73 (annuelle par un TC)	2023	SIEMENS	Aucune
SSI catégorie A MS 68 (annuelle – contrat par un TC)			Aucune
SSI catégorie A ou B MS 73 (triennale par un OA)	27/10/2023	SOCOTEC	3 observations à lever (changement prévu en 2024)

OA : Organisme agréé par le Ministère de l'Intérieur
TC : Technicien compétent

Autres documents présentés lors de la visite de réception (AT n° 029 232 22 00039)

- Registre de sécurité ;
- Résultats hydrauliques concernant la défense incendie extérieure ;
- Attestation de contrôle technique mission relative à la solidité établie par SOCOTEC en date du 14/04/2023 ;
- Rapport de vérifications réglementaires après travaux établi par SOCOTEC en date du 14/04/2023 et référencé CT/26840/0423/0056 sans observation.

VI. Exploitation

Affichage des plans des locaux

Réalisé

Formation du personnel et du service de sécurité incendie (connaissance et mise en œuvre des organes de secours : alarme incendie, désenfumage, moyen d'extinction, coupure des fluides...)

Actions de formation :

Mr VANONI (gestion de l'évacuation + SSI)

Formation annuelle à l'utilisation des extincteurs par Chubb

Organisation de la sécurité incendie (gestion de l'alarme, de l'alerte des secours, évacuation du public et personnel)

Réalisé et à améliorer

Date du dernier exercice d'évacuation

16/05/2024

Registre de sécurité (R 143-44) sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité, et en particulier :

- l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
- les dates des divers contrôles et vérifications techniques ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Tenu à jour

Mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap

En application de l'article R143-41 du CCH, le groupe de visite a évoqué avec l'exploitant les mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap.

Établissement concerné par les mesures de mise en sécurité des personnes en situation de handicap : les principes fondamentaux d'évacuation définis par l'article GN8 sont pris en considération et réalisés dans l'établissement. En cas d'incendie, les mesures prévues sont les suivantes :

- Aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation ;
- Création à chaque niveau d'espaces d'attente sécurisés ;
- Création de cheminements praticables, menant aux sorties ou aux espaces d'attente sécurisés ;
- Installation d'un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément ;
- Élaboration de procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.

Rappel des opérations à réaliser en cours d'exploitation

Une fiche rappelant les opérations à effectuer en cours d'exploitation ainsi que des modèles d'attestation de vérification des installations techniques sont accessibles en téléchargement sur le site internet du SDIS du Finistère (<http://www.sdis29.fr>) dans l'espace prévention.

VII. Résultats d'essais ponctuels réalisés lors de la visite

Éclairage de sécurité	Bon fonctionnement
Portes à ouverture automatique	Bon fonctionnement
Déclencheurs manuels portes automatiques	Bon fonctionnement
Issues de secours	Bon fonctionnement
Détection incendie <ul style="list-style-type: none">• déclenchement des portes de recoupement• déclenchement des clapets• déclenchement de l'alarme	Bon fonctionnement
Alarme incendie	Bon fonctionnement
Désenfumage	Bon fonctionnement

VIII. Modifications réalisées

Le chef d'établissement ou son représentant précise à la commission de sécurité que l'établissement n'a subi aucune modification depuis la dernière visite de sécurité, hormis les dispositions pour la prise en compte des personnes en situation de handicap (Avis SCDS du 17/05/2024).

En application des articles législatifs et réglementaires du Code de la Construction et de l'Habitation, les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements.

IX. Prescriptions

Au terme de la visite, le groupe de visite a proposé un avis **favorable** à la poursuite d'activité et a demandé la réalisation des prescriptions suivantes :

- N°1 Contacter la mairie en vue de convoquer la commission de sécurité compétente pour réceptionner les travaux en lien avec les dispositions pour la prise en compte des personnes en situation de handicap conformément aux dispositions de l'article **R.143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation** ;
- N°2 Disposer d'un contrat de maintenance pour la porte automatique conformément aux dispositions de l'article **CO 48 §3** ;
- N°3 Assurer la bonne ouverture des issues de secours conformément aux dispositions de l'article **R.143-7 du Code de la Construction et de l'Habitation** ;
- N°4 Supprimer le stockage de chaises dans les circulations menant aux issues de secours conformément aux dispositions de l'article **CO 35** ;
- N°5 Revoir le balisage des issues de secours conformément aux dispositions de l'article **EC 8 §2** ;
- N°6 Reprendre l'organisation du service de sécurité incendie afin de gagner en efficience conformément aux dispositions de l'article **MS 46**.

X. Avis

Dénomination	IUT - A et D (Administration - enseignement)	
Adresse	Rue de l'Université - 29000 Quimper	
Adresse électronique	directeur.iutquimper@univ-brest.fr	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	42065.A	
Classement	Type : R	Catégorie : 2 ^e

Après avoir pris connaissance des éléments suivants :

- les textes réglementaires applicables,
- les documents présentés lors de la visite,
- les vérifications techniques réglementaires réalisées ou non,
- les conditions d'exploitation,
- l'analyse des prescriptions,
- les modifications réalisées,

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Quimper émet,
en date du **mardi 2 juillet 2024** après délibération, dans le domaine de la sécurité incendie,
un avis

Favorable – Défavorable (1)
à la poursuite de l'activité de l'établissement

(1) rayer la mention inutile

Favorable – Défavorable (1)
à l'ouverture au public suite aux travaux liés à l'AT n° 029 232 22 00039

(1) rayer la mention inutile

La Présidente de la Commission,



Mélar

Dans le cadre d'un établissement dépendant de personnes de droit public, une copie doit être adressée à l'administration concernée – article R 143-16 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les destinataires du présent procès verbal sont avisés que les données figurant sur ce document sont prévues à l'article 2 de l'arrêté du 22 janvier 1998, relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de

gestion de la liste départementale des Établissements Recevant du Public.